

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : SIVIG

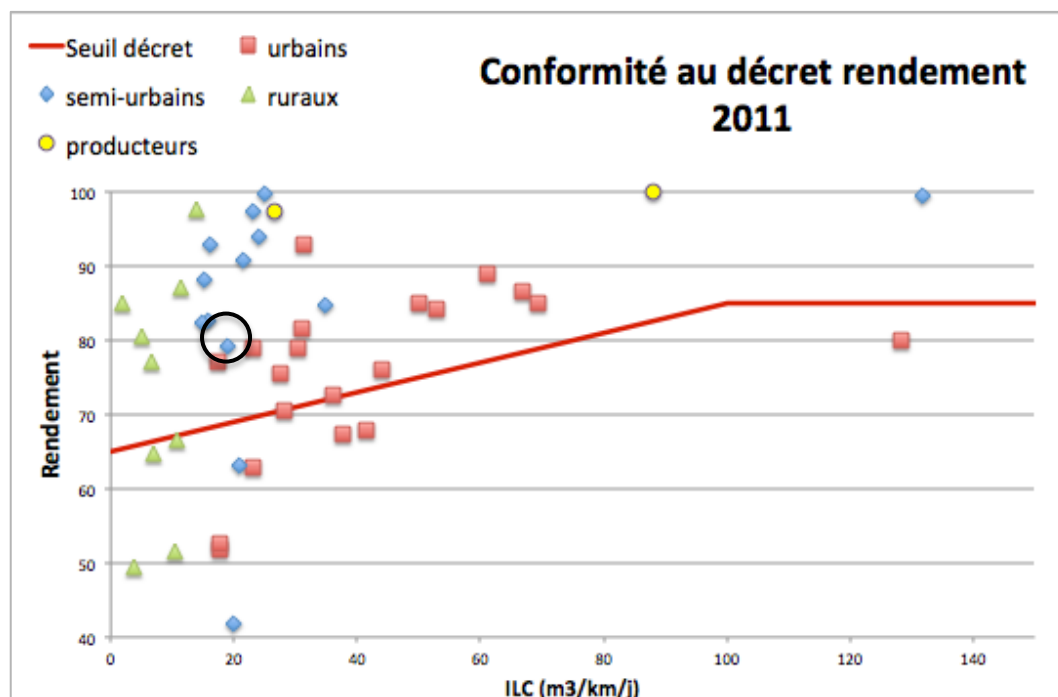
Type de collectivité : Syndicat de production et de distribution

*Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.*

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 4300 ILC : 19,1 m ³ /km/j Habitants : 10.566 Densité habitants* : 100hab/km Mode de gestion : SIVU Branchements : 4300 Date de règlement de service : Volume entrant : 932.000 m ³ 3 octobre 2001 Volume facturé : 454.000 m ³ Linéaire de réseau : 131 km Installation de traitement : oui	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 5 stations pompage, 2 maillages, 15 réservoirs Nombre total de compteurs : 4410 Pourcentage de compteurs +12 ans : 54,4% Linéaire renouvelé sur 5 ans : 4,5 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,85% Connaissance de l'âge des réseaux : non	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 79,2% Indice Linéaire de Pertes* : 5,0 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 80/100 pts Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,8 % Rendement 2011 : 79,2% rendement lissé sur 3 ans* : 72,2% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 10 Evaluation du coût de remplacement* : 18.000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 01/01/2014	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement : 1209 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 160 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 2,5 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,25 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 7,0 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



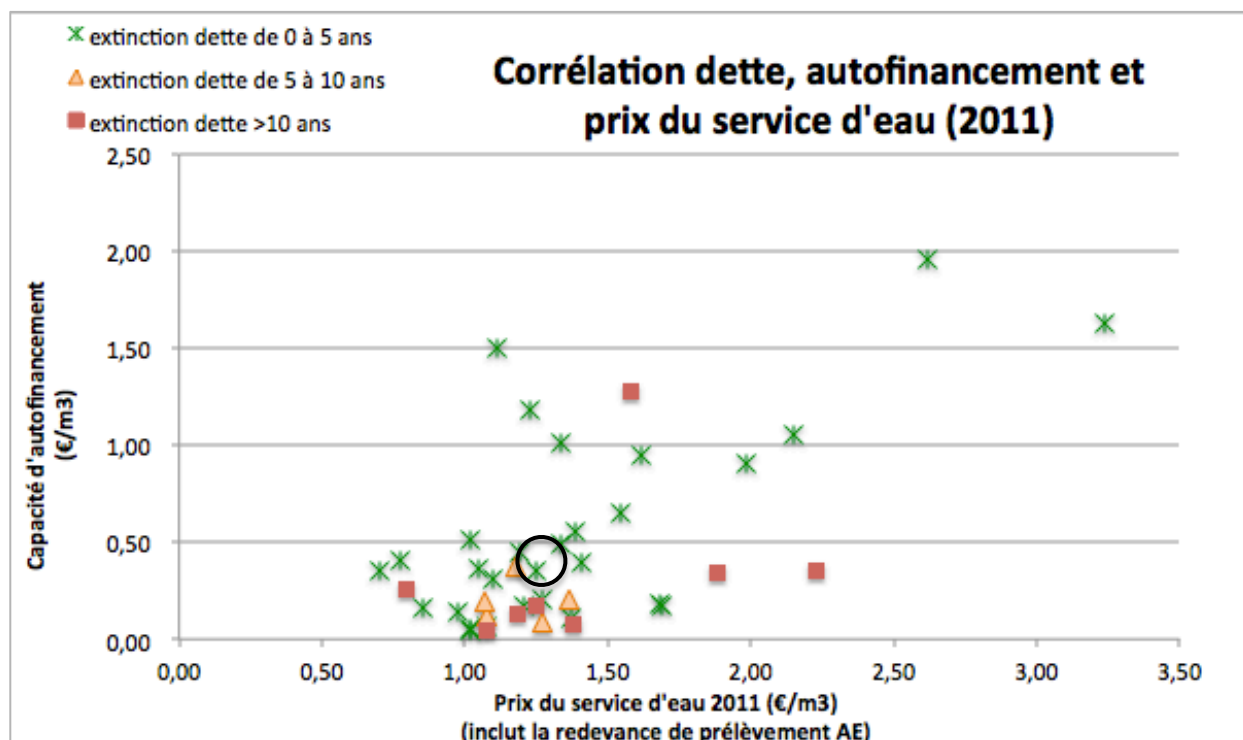
Le SIVIG est entouré.

Il est à interpréter au regard des communes de typologie intermédiaire (en bleu). En 2011, avec un rendement de 79,2%, il dépassait de plus de 10 points le rendement imposé par le décret rendement. En 2008 (pas sur le graphique), le rendement n'était que de 50,1%. Celui-ci a donc augmenté de près de 30 points en quelques années seulement, en lien avec la politique active de recherche de fuites menées en interne depuis 2010 et les travaux de renouvellement que le SIVIG a menés sur son réseau (4,5 km en 5 ans).

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP du SIVIG est de 5,0 m³/km/j, et a considérablement diminué en quelques années (17,5 m³/km/j en 2008). Les efforts de la collectivité en matière de lutte contre les fuites se sont révélés efficaces.

Si ce niveau de performance est maintenu, la lutte contre les fuites ne constituera plus une priorité pour la collectivité. Le service d'eau pourra concentrer ses efforts sur d'autres aspects. On peut envisager le rajeunissement du parc de compteur (1 compteur sur 2 a plus de 12 ans) ou l'amélioration de la connaissance du patrimoine (2^e enjeu réglementaire du décret "rendement"). En effet, l'âge ou la période de pose des ouvrages semble inconnu du SIVIG. Disposer d'une pyramide des âges permet d'anticiper les pics de renouvellement et d'identifier les zones sensibles du réseau.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Le SIVIG est entouré.

Son extinction de dette est inférieure à 5 ans (2,5 ans, étoile verte) et il dégagait en 2011 un autofinancement de 0,35 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau inférieur à 1,50 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du syndicat. En effet, le niveau de dette est bas (523 k€ en 2011) pour un prix de l'eau dans la moyenne supérieure des prix pratiqués sur le territoire étudié. Ce prix de l'eau permet de dégager un autofinancement de 35cts/m³.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Au regard de ses performances, le réseau ne semble pas nécessiter d'importants investissements si ce n'est de renouvellement de réseaux au vu de l'âge et des matériaux des canalisations sur certains tronçons. Ainsi, si le service devait financer des travaux, il peut soit dégager davantage d'autofinancement soit contracter un nouvel emprunt. Pour augmenter l'autofinancement, le syndicat dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (inférieur à 1,50 €/m³). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Cependant, pour un investissement ponctuel, c'est visiblement la dette qui constitue le plus gros levier financier du service d'eau.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.